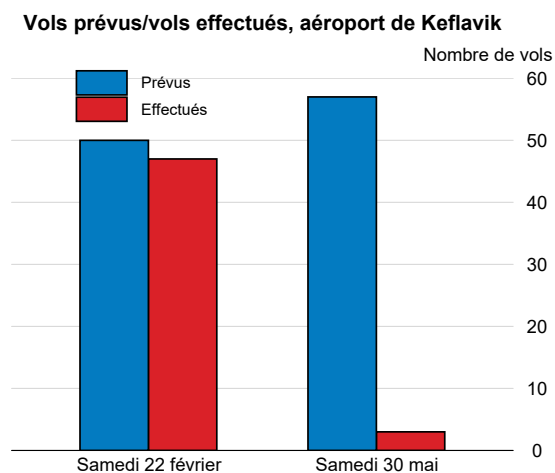
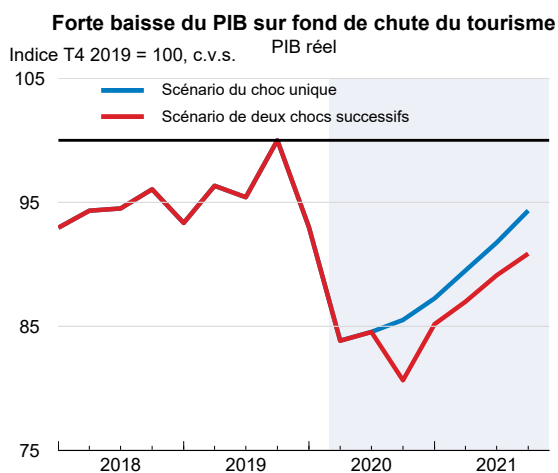


Islande

L'activité économique devrait chuter de plus de 11 % en 2020 en cas de résurgence de l'épidémie (scénario de deux chocs successifs) car le tourisme étranger, qui s'est effondré pendant la crise, restera en berne jusqu'à la fin de l'année. Dans le scénario du choc unique, dans lequel de nouvelles poussées épidémiques sont évitées, le PIB subira un recul moins important sur fond de redémarrage de la croissance en Europe et aux États-Unis et de redressement plus rapide du tourisme international. Les dépenses publiques ont compensé en partie le fléchissement de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. La dette restera en deçà des niveaux atteints après la crise financière de 2009. En dépit d'une résilience relative du marché du travail, le taux de chômage culminera à plus de 9 % plus tard cette année dans les deux scénarios.

L'Islande devrait relancer son économie en favorisant la diversification, car le tourisme étranger pourrait rester atone pendant longtemps. Les simplifications temporaires du cadre régissant les faillites devraient devenir permanentes, afin de donner une deuxième chance aux entreprises ou de libérer des ressources pour leur permettre de prendre un nouveau départ. Les investissements publics programmés dans la recherche et le développement pourraient doper l'investissement des entreprises. Des réformes structurelles, visant par exemple à intensifier la concurrence ou à offrir des conditions équitables aux entreprises nationales et à leurs homologues étrangères, pourraient favoriser le développement des jeunes pousses et stimuler l'innovation dans l'économie qui succèdera à celle des voyages et du tourisme. Les ménages touchés par ces réformes devraient bénéficier d'une aide par l'intermédiaire de dispositifs de soutien adéquats.

Islande



Source: Flightradar24.com ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139461>

Islande : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
Islande: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	2 490.9	4.5	3.8	1.9	-11.2	3.0
Consommation privée	1 235.9	8.1	4.7	1.6	-8.0	4.3
Consommation publique	570.7	3.7	3.9	4.1	8.8	-2.6
Formation brute de capital fixe	525.9	10.8	-1.1	-6.3	-18.3	17.2
Demande intérieure finale	2 332.5	7.6	3.2	0.4	-6.0	4.7
Variation des stocks ¹	2.9	-0.5	0.4	0.1	0.2	0.1
Demande intérieure totale	2 335.4	7.1	3.6	0.1	-5.9	4.7
Exportations de biens et services	1 186.6	5.4	1.7	-5.0	-30.7	13.7
Importations de biens et services	1 031.1	12.3	0.8	-9.9	-20.2	18.9
Exportations nettes ¹	155.5	-2.5	0.4	2.0	-5.7	-1.9
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.5	2.6	4.4	2.7	2.8
Indice des prix à la consommation	—	1.8	2.7	3.0	1.9	1.7
IPC sous-jacent ²	—	2.4	2.5	2.9	1.9	1.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	2.8	2.7	3.5	7.8	7.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.6	0.8	-1.0	-9.8	-6.3
Dette brute des administrations publiques ³	—	63.4	62.1	62.6	73.1	78.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.8	3.1	5.9	0.7	-0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. La dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement est incluse.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137941>

Les mesures visant à endiguer la pandémie de COVID-19 ont été relativement timides

Le virus du COVID-19 est arrivé en Islande à la fin février. Le taux de contamination a atteint un pic début avril et reflue depuis, la capitale, Reykjavik, ainsi que les fjords de l'Ouest étant les zones les plus touchées. Le système de santé disposait de capacités suffisantes pour faire face à la crise malgré un nombre d'unités de soins intensifs par habitant inférieur à la moyenne. Un dépistage massif précoce a aidé les autorités à identifier les personnes contaminées et à mettre en œuvre des mesures sanitaires ciblées.

L'endiguement et l'atténuation de l'épidémie ont reposé sur la distanciation sociale, l'auto-isollement volontaire et un confinement modéré. La plupart des entreprises et des organismes publics ont poursuivi leur activité, à l'exception des piscines, des musées, des bibliothèques et des restaurants. Les universités et les établissements secondaires ont fermé leurs portes entre mi-mars et début mai, mais les écoles primaires et les structures préscolaires sont restés ouvertes en permanence. Les rassemblements de plus de 20 personnes ont été interdits. Les frontières internationales sont restées ouvertes à l'espace Schengen, bien que le seul aéroport international de l'Islande ait été pratiquement fermé aux vols de passagers.

Islande : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
Islande: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	2 490.9	4.5	3.8	1.9	-9.9	4.6
Consommation privée	1 235.9	8.1	4.7	1.6	-6.7	6.0
Consommation publique	570.7	3.7	3.9	4.1	8.3	-3.7
Formation brute de capital fixe	525.9	10.8	-1.1	-6.3	-15.8	16.1
Demande intérieure finale	2 332.5	7.6	3.2	0.4	-4.9	5.1
Variation des stocks ¹	2.9	-0.5	0.4	0.1	0.2	0.1
Demande intérieure totale	2 335.4	7.1	3.6	0.1	-4.8	5.1
Exportations de biens et services	1 186.6	5.4	1.7	-5.0	-28.3	20.0
Importations de biens et services	1 031.1	12.3	0.8	-9.9	-17.9	21.7
Exportations nettes ¹	155.5	-2.5	0.4	2.0	-5.5	-0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.5	2.6	4.4	2.7	2.3
Indice des prix à la consommation	—	1.8	2.7	3.0	1.9	1.9
IPC sous-jacent ²	—	2.4	2.5	2.9	1.9	1.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	2.8	2.7	3.5	7.4	6.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.6	0.8	-1.0	-9.5	-5.8
Dette brute des administrations publiques ³	—	63.4	62.1	62.6	72.8	77.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.8	3.1	5.9	0.9	0.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. La dette non provisionnée au titre des fonds de pension des employés du gouvernement est incluse.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137960>

Faute de touristes, l'économie s'est effondrée

L'économie, qui connaissait déjà un ralentissement en 2019, s'est effondrée durant les premiers mois de la pandémie sous l'effet, principalement, de la chute du tourisme faisant suite au confinement intervenu en Europe et aux États-Unis. Le tourisme étranger représente 18 % du PIB. Les exportations des produits de la mer sont restées stables, les fruits de mer surgelés remplaçant en partie les fruits de mer frais. Les exportations d'aluminium ont également résisté, bien que les prix aient décliné ces derniers mois. La confiance des entreprises s'est sensiblement détériorée, mais elle reste supérieure au niveau de l'été 2018. Le chômage a grimpé de 3.5 % en janvier à 7 % en avril.

Les pouvoirs publics sont intervenus en temps opportun et avec efficacité

Depuis mi-mars, la banque centrale a abaissé le principal taux directeur en trois temps, le ramenant ainsi de 2.75 % à 1 %, et elle a assoupli l'accès au crédit en supprimant toutes les réserves obligatoires pour les banques commerciales. Elle a également commencé à racheter des bons du Trésor sur le marché secondaire afin de procurer des liquidités suffisantes au gouvernement. Bien que la couronne islandaise se soit dépréciée de 15 % environ, rien ne semble indiquer une remontée de l'inflation, car les prix du pétrole et des autres produits de base accusent une forte baisse.

Fin mars, le gouvernement a lancé un premier programme d'urgence prévoyant un report du paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale, un dispositif de chômage partiel, ainsi que des prestations pour enfants et des allocations familiales supplémentaires. Les ménages ont accès à l'épargne-retraite du troisième pilier. Un deuxième programme, se chiffrant à quelque 2 % du PIB, a permis de verser une prime aux soignants en première ligne, de renforcer le dispositif de chômage partiel et d'apporter une aide financière aux entreprises dont le chiffre d'affaires a diminué de plus de 75 %. Le gouvernement a aussi simplifié le cadre régissant les faillites. Les mesures d'urgence sont correctement ciblées sur les entreprises et les ménages et limitées dans le temps.

L'activité économique se redressera partiellement

Le PIB devrait chuter de 11 % en 2020 dans le scénario de deux chocs successifs en cas de rétablissement du confinement et de reprise plus lente en Europe et aux États-Unis, avant de ressortir en hausse de 3 % en 2021. Dans le scénario du choc unique, le PIB enregistrera un recul moins important, le tourisme redémarrant plus vite. L'investissement des entreprises suivra l'effondrement et la reprise du tourisme. La consommation des ménages accusera un repli moins marqué, grâce au soutien des pouvoirs publics. Les investissements publics programmés par le gouvernement aideront l'économie à sortir du creux à la fin 2020 et en 2021.

Dans un contexte de résilience du marché du travail et de contraction de la population active, le taux de chômage se maintiendra à 9 % à la fin 2020 dans le scénario de deux chocs successifs, avant de repartir à la baisse. Le déficit budgétaire de 2020 sera quasiment sans précédent, et en 2021, la dette brute s'envolera, se rapprochant des niveaux atteints qu'après la crise financière de 2009. Parmi les risques spécifiques de divergence par rapport aux projections figurent une reprise plus lente du tourisme due à une évolution des préférences des touristes étrangers, et des perturbations des chaînes de valeur mondiales qui pourraient entamer les exportations d'aluminium et d'autres biens.

Des réformes structurelles pourraient étayer la reprise

Des mesures sanitaires ciblées, des investissements publics supplémentaires ainsi que des réformes structurelles pourraient contribuer à accélérer la reprise et à préserver le bien-être de la population. Le dépistage massif, le traçage et les placements en quarantaine devraient se poursuivre pour aider les autorités à empêcher les contaminations. Les simplifications temporaires du cadre régissant les faillites devraient devenir permanentes, pour donner un second souffle aux entreprises une fois la crise passée. Faire progresser la réforme de la réglementation, intensifier la concurrence et offrir des conditions équitables aux entreprises nationales et à leurs homologues étrangères pourrait favoriser la création de nouvelles entreprises et la diversification de l'économie pour compenser les pertes subies dans le tourisme. Les investissements dans la recherche et l'innovation programmés par le gouvernement contribueront à stimuler l'investissement privé et la croissance à long terme. Les aides directes et les dispositifs de chômage partiel destinés aux ménages touchés par les fermetures et par les réformes de la réglementation devraient être maintenus, pour que la reprise soit inclusive.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/1b97c709-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.